

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2508

16 septembre 2015

SOMMAIRE

Black & Decker TransAsia S.à r.l.	120341	Société Générale Capital Market Finance ...	120339
Carvalho Filipe S.à r.l.	120383	Société Internationale Multi-Coordination	
Mainfirst Affiliated Fund Managers S.A.	120380	Sàrl	120338
Makikko S.A.	120360	Soludés S.à r.l.	120345
Marcudia S.A.	120381	Spandilux S.A.	120373
MIM SICAV	120345	S.P.M. Bâtiments Sàrl	120342
Mondorfer Stuff S.à r.l.	120383	Spring Laurel S.à r.l.	120345
Monegate Holding S.C.	120367	Squirrel S.à r.l.	120338
Retouches Ginette S.à r.l.	120342	Station Reuland S.à r.l.	120339
RGC GP Co. S.à r.l.	120342	StrategicCapital Investment Opportunities	
Sandulf Holdings S.à r.l.	120343	S.à.r.l.	120343
Saturne Sicav	120338	Sunrise Communications Holdings S.A.	120338
Savrow Holdings S.à r.l.	120342	Sunrise Communications International S.A.	
Scania Treasury Luxembourg	120343	120373
Schreinerei Cornely Rainer S.à.r.l.	120343	Taunus Group S.A.	120364
Sécurité Solution S.A.	120341	Thomas & Piron Bau	120339
Serramar Matériaux, S.à r.l.	120339	Three Hills I s.à r.l.	120371
Serti S.A.	120344	Trigor S.à.r.l.	120340
Service Center Fouhren S.à r.l.	120344	Trinderley Investments S.A.	120384
Sevenmice S.à r.l.	120344	Tundra Capital Management Fund	120340
S.I.G. Kapital S.A.	120342	Tyres Distribution International S.A.	120340
Sipa Luxembourg S.A.	120339	Vanessa G. Holdings S.à r.l.	120340
Sireo Immobiliefonds No. 5 Health Care VI		Vp Bank (Luxembourg) S.A.	120341
S.à r.l.	120345	Vunderbuilt S.A.	120340
Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero VI S.à r.l.		Vunderbuilt S.A.	120341
.....	120344	WB Ambassador Holdings	120376
SMGS2	120378	World Trade Stones s.à r.l.	120341
Société d'Études et de Participations Financières S.A.	120338		

Société d'Etudes et de Participations Financières S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 2.867.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079880/9.

(150091641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Squirrel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 132.026.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015079891/10.

(150091588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Sunrise Communications Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.672.

Les comptes annuels au 01/01/2014 - 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079899/9.

(150090495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Saturne Sicav, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 157.264.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2015.

Pour SATURNE SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015079905/13.

(150091564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

SIXCO, Société Internationale Multi-Coordination Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8372 Hobscheid, 23A, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 68.860.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2015.

Pour la société

Jean-Michel Dangis

Comptable

Référence de publication: 2015079939/13.

(150091425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Serramar Matériaux, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4976 Bettange-sur-Mess, 31, rue du Château.

R.C.S. Luxembourg B 153.061.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079915/9.

(150091540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Sipa Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 169.658.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SIPA LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015079934/10.

(150091523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

SGCMF, Société Générale Capital Market Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 180.290.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079938/9.

(150090394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Station Reuland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 119, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 28.587.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2015079950/13.

(150091513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Thomas & Piron Bau, Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 142.628.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Pour la société

Amandine Balfroid

Comptable

Référence de publication: 2015079970/13.

(150090457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Trigor S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7217 Bereldange, 71, rue de Bridel.

R.C.S. Luxembourg B 110.823.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2015080013/10.

(150091411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Tundra Capital Management Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.254.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Pour TUNDRA CAPITAL MANAGEMENT FUND

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015080015/13.

(150091548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

T.D.I., Tyres Distribution International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 67, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 97.893.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015080017/9.

(150090501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Vunderbuilt S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 109.261.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015080055/12.

(150091441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Vanessa G. Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 168.886.

—
Les comptes annuels en date du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015080041/10.

(150091405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Vp Bank (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 29.509.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2015.
VP Bank (Luxembourg) SA
Oliver Hermesdorf / Eckhard Lang
Sous Directeur / Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2015080049/13.

(150091443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Vunderbuilt S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 109.261.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2015.
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signature

Référence de publication: 2015080056/12.

(150091442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

World Trade Stones s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 125.669.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015080069/10.

(150091741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Black & Decker TransAsia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 147.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015125899/10.

(150137322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Sécurité Solution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 8, rue des Artisans.
R.C.S. Luxembourg B 185.043.

Les Comptes Annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126713/9.

(150138759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Retouches Ginette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 67, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 146.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126701/9.

(150137832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

RGC GP Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 163.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126702/9.

(150137756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

S.I.G. Kapital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 152.475.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associée unique en date du 24 juillet 2015 que:

- A été ré-élu au poste d'administrateur unique:

* M. Tamas RAKOSI, administrateur de sociétés, né le 23/12/1947 à Budapest (Hongrie) et demeurant au 1, chemin du Béthania - CH-3963 CRANS MONTANA

- A été ré-élue au poste de Commissaire:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2021

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015126711/18.

(150138098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

S.P.M. Bâtiments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3429 Dudelange, 147, route de Burange.

R.C.S. Luxembourg B 116.557.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126712/9.

(150138685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Savrow Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton.

R.C.S. Luxembourg B 121.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126717/9.

(150138100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Sandulf Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 184.190.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social le 12 mars 2015

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société SANDULF HOLDINGS SARL, en liquidation, a pris les résolutions suivantes:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société SANDULF HOLDINGS SARL, en liquidation, a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans suivant la liquidation au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2015.

Le liquidateur

Référence de publication: 2015126716/18.

(150138019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Scania Treasury Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 72.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015126718/10.

(150138660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Schreinerei Cornely Rainer S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9906 Troisvierges, 2, rue de Staedtgen.
R.C.S. Luxembourg B 91.669.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015126719/10.

(150138295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

StrategicCapital Investment Opportunities S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 195.559.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société prises le 27 juillet 2015

L'associé unique de la Société a décidé de nommer la personne suivante:

- Madame Shakhzoda Akhmedjanova, née le 03 janvier 1982 à Tachkent, Ouzbekistan, ayant son adresse professionnelle au 51, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 27 juillet 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sabrina Vanherck

Le Mandataire

Référence de publication: 2015126748/16.

(150138244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Sireo Immobilienfonds No. 5 Libero VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 117.442.

—
AUSZUG

Aus den Beschlüssen der alleinigen Gesellschafterin der Gesellschaft vom 27. Juli 2015 geht hervor, dass

1. Herr Uwe Druckenmüller, geboren am 21. Juni 1961 in Albstadt-Ebingen, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, mit Wirkung zum 27. Juli 2015 auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft bestellt wird;

2. Frau Jasmin Heitz, geboren am 28. März 1982 in Saarbrücken, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, mit Wirkung zum 27. Juli 2015 auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführerin der Gesellschaft bestellt wird;

3. und dass

4. das Mandat von Herrn Christian Schütz, geboren am 25. Februar 1967 in Siegen als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 27. Juli 2015 beendet wurde.

5. das Mandat von Herrn Hilmar Friedrich-Rust, geboren am 02. Mai 1939 in Breslau als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 27. Juli 2015 beendet wurde.

6.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27. Juli 2015.

*Für die Gesellschaft**Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2015126734/25.

(150138343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Sevenmice S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9712 Clervaux, 5, rue Schloff.

R.C.S. Luxembourg B 95.491.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015126722/10.

(150138666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Serti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 52.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015126762/10.

(150137734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Service Center Fouhren S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9455 Fouhren, 32, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 151.581.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126763/9.

(150137836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Sireo Immobilienfonds No. 5 Health Care VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 142.972.

—
AUSZUG

Aus den Beschlüssen der alleinigen Gesellschafterin der Gesellschaft vom 27. Juli 2015 geht hervor, dass

1. Herr Uwe Druckenmüller, geboren am 21. Juni 1961 in Albstadt-Ebingen, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, mit Wirkung zum 27. Juli 2015 auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft bestellt wird;

1. Frau Jasmin Heitz, geboren am 28. März 1982 in Saarbrücken, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, mit Wirkung zum 27. Juli 2015 auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführerin der Gesellschaft bestellt wird;

und dass

2. das Mandat von Herrn Christian Schütz, geboren am 25. Februar 1967 in Siegen als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 27. Juli 2015 beendet wurde.

2. das Mandat von Herrn Hilmar Friedrich-Rust, geboren am 02. Mai 1939 in Breslau als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 27. Juli 2015 beendet wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27. Juli 2015.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2015126727/24.

(150138339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Spring Laurel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 165.122.

—
Les comptes annuels de la société Spring Laurel S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126746/10.

(150138404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Soludés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3739 Rumelange, 37, rue des Martyrs.

R.C.S. Luxembourg B 114.700.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015126744/9.

(150137698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

MIM SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 198.885.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of July.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Massena Partners, a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, place d'armes, L-1136 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B195.248,

represented by Me Alexandre Chauvac, lawyer, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 7 July 2015.

The proxy signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of shares (the "Shareholders") of the company (as defined hereafter) hereafter issued, a company in the form of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "MIM SICAV" (the "Company").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors of the Company (the "Board"). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the Board and, to the extent permitted by the law, to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic, social, military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 4. Object. The exclusive objective of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including shares or units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13th February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law of 2007") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007 and the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

Title II. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital. The capital of the Company will be represented by shares (the "Shares") without nominal value and will at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 24 hereof.

The minimum capital of the Company will be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of Article 71 of the Law of 2007, (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board will determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"). Such Classes may be issued subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features. Provisions set out in these Articles regarding Sub-Funds shall apply mutatis mutandis to the Class therein unless the context requires otherwise.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund will be invested for the exclusive benefit of the Shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of Shares of any Class within a Sub-Fund will be invested pursuant to Article 4 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board will from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares will, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital will be the total of the net assets of all the Classes.

The Board may decide to consolidate or split any Class of a Sub-Fund. The Board may also submit the question of a split or consolidation of a Class to a general meeting of Shareholders of the Classes concerned. Such meeting will resolve on the consolidation or split with a simple majority of votes cast.

Art. 6. Issue of Shares. The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company ("Sales Documents"), without reserving to existing Shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the Shares to be issued.

Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law of 2007 ("Eligible Investors").

In addition to any liability under applicable law, each Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Shares in the Company, will hold harmless and indemnify the Company, the members of the Board, the other Shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

The Board may delegate to any of its members or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and for delivering and receiving payment for such new Shares.

The Board may determine the frequency and terms and conditions at which Shares shall be issued as provided for in the Sales Documents.

Furthermore, the Board may temporarily discontinue or suspend the issuance of Shares without any prior notice to Shareholders, if the Board determines that this is in the best interest of the Company and the existing Shareholders.

The Board may in its discretion accept or refuse an offer to subscribe for Shares made by an investor.

Unless otherwise provided by the Board and disclosed in the Sales Documents, the price per Share at which Shares are issued shall be based on the net asset value (the "Net Asset Value") per Share of the relevant Class increased by any subscription charges as disclosed in the Sales Documents.

The issue price, as determined by the Board and disclosed in the Sales Documents, of the Shares subscribed shall be payable within the time limit as determined from time to time by the Board and disclosed in the Sales Documents.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the Company pursuant to its investment policy and restrictions, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report to be issued by the approved statutory auditor of the Company if legally or regulatorily required or requested by the Board.

The specific costs for such subscriptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the investor requesting the contribution in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the subscription in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Art. 7. Form of Shares. All Shares of the Company will be issued in registered form.

The Company will not issue Share certificates and Shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a Shareholder desires to obtain Share certificates, correspondent costs may be charged to such Shareholder.

Any share certificate will be signed by the two (2) members of the Board or by a member of the Board and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the members of the Board may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised officer shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

If share certificates are issued and if any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it will be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued will become void.

The Company may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Fractions of Shares up to four decimal places will be issued if so decided by the Board. Such fractional Shares will not be entitled to vote but will be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

A share register (the "Register") will be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the Board, and such Register will contain the name of each owner of Shares, his residence or elected domicile as indicated

to the Company, the number and Class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the bank wiring details of the Shareholder.

The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered Shares.

The Board may accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfers of Shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor. Transfers of Shares will be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require. The Board may impose such restrictions on transfers as it deems necessary and as described in the Sales Documents.

Shareholders will provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single person to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Art. 8. Restriction on ownership. The Board will have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by (a) any person, firm or corporate body not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person, firm or corporate body in breach of the law or requirement of any country or governmental authority, (c) any person, firm or corporate body in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, (d) any person, firm or corporate body who would not comply with specific eligibility criteria for a specific Sub-Fund or Class as determined by the Board and laid down in the Sales Documents or (e) any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the Board exceeding the maximum percentage fixed by the Board of the Company's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are Shareholders of the Company exceeds a number fixed by the Board (the "maximum number") (such persons, including any U.S. persons, as defined hereafter, firms or corporate bodies to be determined by the Board being referred to as "Prohibited Persons"). More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by Prohibited Person and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any Share or to register any transfer of any Share where it appears to it that such registration would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person or might result in beneficial ownership of such Share by a Prohibited Person;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Share rests or will rest in a Prohibited Person; and,

c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of Shares or hold Shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees determined by the Board, (i) direct such Shareholder to (a) transfer his Shares to a person qualified to own such Shares, or (b) request the Company to redeem his Shares, or (ii) compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

1) The Board will serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the Register as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the redemption price in respect of such Share is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder will thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such Shareholder will cease to be a Shareholder and the Shares previously held or owned by him will be cancelled;

2) The price at which the Shares specified in any redemption notice will be redeemed (herein called the "redemption price") will be an amount based on the Net Asset Value per Share of Shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 24 hereof, or any other amount specified in the Sales Documents, less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the Shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the Shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability will not be engaged, it being understood (i)

that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the Shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, the Board, any of its appointed agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency in which the Net Asset Value of the Shares of the Sub-Fund or Class concerned is determined and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a Share certificate has been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such redemption notice will have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against or in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article will not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith;

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" will have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act (including but not limited to FATCA regulation) which will come into force within the United States of America and which will in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person".

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 9. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any Shareholder may at any time request the redemption of all or part of his Shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the Sales Documents. Any redemption request must be filed by such Shareholder in written form, subject to the conditions set out in the Sales Documents, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares, together with the delivery of the certificate(s) for such Shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the Sales Documents, the redemption price will be based on the Net Asset Value for the relevant Class of Shares as determined in accordance with the provisions of Article 24 hereof less such charges, if any, as the Sales Documents may provide. This price may be rounded up or down to four decimals, as the Board may determine, and such rounding to accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such Shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the Sales Documents. The redemption price per Share will be paid within a period as determined by the Board provided that the Share certificate, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 26 hereof. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of a given Sub-Fund is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

The Net Asset Value may be adjusted as the Board may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from Shareholders transactions.

The Board may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of Shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the Sales Documents relating to the sale of such Shares.

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The Board may (subject to the principle of equal treatment of Shareholders and the consent of the Shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the price of the Shares to be redeemed as described in the Sales Documents.

Such redemption will be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed Shares if required by law, regulation or the Board. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the Shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any Shareholder may request conversion of all or part of his Shares of one Class of a Sub-Fund into Shares of another Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the Shares of the relevant Classes, provided that the Board may impose such restrictions on conversions between Classes of Shares as disclosed in the Sales Documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the Sales Documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the Shares to be converted has been fully settled by such Shareholder.

If, on any Valuation Day, redemption requests and conversion requests relate to more than a certain level, as determined by the Board and disclosed in the Sales Documents, of the Net Asset Value of a specific Sub-Fund, the Board may decide that part or all of such requests will be deferred for such period as the Board considers to be in the best interest of the Sub-Fund. Redemptions will be limited with respect to all Shareholders seeking to redeem Shares as of a same day so that each such Shareholder will have the same percentage of its redemption request honoured. On the next Valuation Day following such deferral period, the balance of such redemption requests will be met in priority to later requests, subject to the same limitations as above.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single Shareholder of Shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the Board may determine from time to time and disclose in the Sales Documents, then the Board may decide that this request be treated as if such Shareholder had requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his Shares of such Sub-Fund or Class.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the Sales Documents.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the Shares of certain Sub-Funds, the treatment of redemption requests may be postponed and/or the issue and redemptions of Shares suspended by the Board.

Title III. Management and supervision

Art. 10. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members who need not be Shareholders of the Company.

The members of the Board shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting or a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a member of the Board may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a member of the Board appointed by the general meeting of shareholders, because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Board so appointed may elect, by majority vote, another person to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 11. Board meetings. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may choose a secretary, who needs not to be a member of the Board, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two (2) members of the Board, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all members of the Board at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or facsimile or any other means of communication capable of evidencing such waiver, or when all members of the Board are present or represented at the meeting. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

The chairman shall preside at the meetings of the Board and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the members of the Board shall decide by a majority vote that another member of the Board, or in the case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board may from time to time and at any time by powers of attorney appoint any company, firm, person or body of persons, with full power of substitution, to be the attorney or attorneys of the Company for such purpose and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Board under the Articles) and for such period and subject to such conditions as they may think fit, and any such powers of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorneys as the Board may think fit and may also authorise any such attorney to delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him.

Any member of the Board may act at any meeting by appointing in writing, by mail, e-mail or facsimile or any other means of communication capable of evidencing such appointment another member of the Board as his proxy. A member of the Board may represent several of his colleagues. Any member of the Board may also participate at any meeting of the Board by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such member of the Board and a meeting of the Board may also be held by way of conference call or similar means of communication only. Such means must allow the member(s) of the Board to participate effectively at such meeting of the Board. The proceedings

of the meeting must be retransmitted continuously. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Members of the Board may also cast their vote in writing or by any other electronic means capable of evidencing such vote.

The members of the Board may only act at duly convened meetings of the Board. The members of the Board may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least the half of the members of the Board are present or represented. For the calculation of quorum and majority, the members of the Board participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Decision shall be taken by a majority of the votes of the members of the Board present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a written consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the members of the Board or by telex, cable, telegram, telefax message or by other means capable of evidencing such consent.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two members of the Board.

Art. 12. Powers of the Board. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

The Board may, from time to time, appoint officers or agents of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be members of the Board or Shareholders of the Company.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board.

The Board may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the Sales Documents, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee (s). The Board may also appoint investment managers and investment advisors.

Art. 13. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two members of the Board or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 14. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the Board or officers of the Company is interested in, or is a Shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. Such members of the Board or officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any member of the Board or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such member of the Board or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such member of the Board's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in this Article 14, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 15. Indemnification of the members of the Board and Officers. Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a member of the Board or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against any liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such member of the Board or officer and against amount paid or incurred by him in the settlement thereof.

The words “claim”, “actions”, “suit”, or “proceeding”, shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words “liability” and “expenses” shall include, without limitation, attorney’s fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

No indemnification shall be provided hereunder to a member of the Board or officer:

A.- against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misconduct, recklessness or gross negligence of the duties involved in the conduct of his office; or

B.- with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated in a court of competent jurisdiction not have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Company.

The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Company, shall be severable, shall not affect any other rights to which any member of the Board or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such member of the Board or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than members of the Board and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defence to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article may be advanced by the Company, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or member of the Board, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 16. Approved Statutory Auditor. The operations of the Company and its financial situation including in particular its books will be supervised by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who will carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The approved statutory auditor will be elected or dismissed by the general meeting of shareholders until the next annual general meeting of Shareholders or until its successor is elected.

The approved statutory auditor in office may only be removed by the Shareholders on serious grounds.

Title IV. General meeting

Art. 17. General Meetings of Shareholders of the Company. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company regardless of the Class of the Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Shareholders will meet upon call by the Board or upon the written request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the Board in accordance with Luxembourg law.

The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Wednesday in June of each year at 2 p.m. (Luxembourg Time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the members of the Board.

If permitted and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her Shares shall be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date. If all the Shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share of whatever Class, regardless of the Net Asset Value per Share within the Class, is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened Shareholders’ meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Votes cast shall not include votes attaching to Shares but in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Art. 18. General Meetings of Shareholders of a Sub-Fund or Class. The Shareholders holding Shares of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the Shareholders holding Shares of any Class may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such Class.

The provisions of Article 17, if applicable, shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class are passed by a simple majority of the votes cast.

Art. 19. Amendments of articles. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any Sub-Fund or Class vis-à-vis those of any other Sub-Fund or Class shall be subject to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Sub-Fund or Class.

Art. 20. Minutes of the general meeting of Shareholders. The minutes of the general meeting of Shareholders will be signed by the bureau of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by two members of the Board.

Title V. Financial year, Allocation of profits

Art. 21. Accounting year. The financial year of the Company will begin on 1 January and will end on 31 December of each year.

Art. 22. Appropriation of profits. The annual general meeting of Shareholders, upon recommendation of the Board, will determine how the annual net profits will be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the Board, declare dividends from time to time.

Dividends may be paid out of capital, capital gains or income.

Interim dividends may be distributed upon decision of the Board in compliance with applicable law.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, will be forfeited by the holder of such Share, and will revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

Title VI. Valuation - Determination of net asset value

Art. 23. Valuation Day/Frequency of calculation of Net Asset Value per Share. The Net Asset Value of Shares will, for the purposes of the redemption, conversion and issue of Shares, be determined by the Company or any of its delegates, under the responsibility of the Board, from time to time, but in no instance less than once per year, as the Board by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day").

Art. 24. Determination of Net Asset Value per Share. The Net Asset Value of Shares of each Class with each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per Share figure and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Class then outstanding, adjusted by any dealing charges, fiscal charges or other charges as disclosed in the Sales Documents which the Board considers appropriate to take into account, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per Share may be calculated up to five decimal places as disclosed in the Sales Documents.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;

8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

In valuing total assets, the following rules will apply:

(a) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of any securities, money market instruments and derivative instruments will be determined on the basis of the last available price on the stock exchange or any other regulated market as aforesaid on which these securities, money market instruments or derivative instruments are traded or admitted for trading unless otherwise mentioned in the Sales Documents. Where such securities, money market instruments or derivative instruments are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other regulated market, the Board shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provision of prices of securities, money market or derivative instruments.

(c) Unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or any other regulated market as well as listed securities or securities listed on a regulated market for which no price is available, or securities whose quoted price is, in the opinion of the Board, not representative of actual market value, will be valued at their last known price in Luxembourg or, in the absence of such price, on the basis of their probable realisation value, as determined with prudence and in good faith by the Board.

(d) Swap contracts will be valued at the market value fixed in good faith by the Board and according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows.

(e) Each share or unit in an open-ended investment fund will be valued at the last available Net Asset Value (or bid price for dual priced investment funds) whether estimated or final, which is computed for such unit or Shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last Net Asset Value (or bid price for dual priced investment funds) computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the Shares in the Company is determined.

(f) In respect of Shares or units of an investment fund held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Board may decide to value such Shares or units in line with the prices so established.

(g) If, since the day on which the latest Net Asset Value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the Net Asset Value of Shares or units in other investment funds held by the Company, the value of such Shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change of value.

(h) The value of any security which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price.

(i) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Board may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

In circumstances where the interests of the Company or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described in the Sales Documents. In addition to these aforementioned principles, the Company may determine other valuation principles in consideration of the specific nature of the assets held by the Sub-Funds. In this case, these specific valuation principles will be specified in the relevant Sales Documents.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

1) all loans, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its investment managers/advisers, including management fees and performance fees, if any, fees charged by Trading Advisers, fees and expenses payable to its custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, depository bank, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, fees and expenses of the Board, remuneration to members of the Board, costs of insurance, including a reasonably allocated portion of the premiums for any members of the Board' and officers', or errors and omissions, coverage purchased by investment managers/advisers that would offset some portion of the Company's indemnity obligations, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, expenses related to the maintenance of the Company's registered office and other similar expenses related to the Company, extraordinary expenses, corporate licensing, regulatory expenses (including filing fees and expenses incurred in connection with regulatory filings related to the Company), reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, expenses incurred in connection with the offering and sale of the shares, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's net asset value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, investment expenses (e.g., expenses related to the investment of the Company's assets, such as brokerage commissions, expenses relating to short sales, clearing and settlement charges, custodial fees, bank service fees and interest expenses), currency hedging costs and expenses, investment-related travel expenses, professional fees (including, without limitation, expenses of consultants and experts) relating to investments, research related expenses including independent research reports or publications, software and quotation services, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities shall be allocated in the following manner:

(a) if a Sub-Fund issues Shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes shall be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;

(b) within any Sub-Fund, the Board may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

(c) the net proceeds from the issue of Shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class of Shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of Shares subject to the provisions set forth below;

(d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

(e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

(f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective net asset values, or in such other manner as the Board, acting in good faith, may decide; and

(g) upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

IV. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 9 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares for which subscription has been accepted by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made (or such other time as disclosed in the

Sales Documents) and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares and provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 25. Co-Management and Pooling. The Board may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the Sales Documents.

Art. 26. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share and of issue of Shares. The Company may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund and in consequence the issue, redemption and conversion of Shares of such Sub-Fund(s) in any of the following events:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in is closed or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the Board, the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of the Company cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(e) during any period when in the opinion of the Board there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders to continue dealing with Shares of any Sub-Fund or any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Shareholders of the Company, a Sub-Fund or a Class of Shares incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Shareholders of the Company, a Sub-Fund or a Class of Shares might not otherwise have suffered; or

(f) if the Company, a Sub-Fund or a Class of Shares is being or may be wound up, on or following the date on which such decision is taken by the Board or notice is given to Shareholders of a general meeting of shareholders at which a resolution to wind-up the Company, a Sub-Fund or a Class of Shares is to be proposed; or

(g) in the case of a merger of the Company or a Sub-Fund, if the Board deems this to be necessary and in the best interest of shareholders; or

(h) in the case a substantial portion of the assets of a Class are invested in undertakings for collective investment and such undertakings for collective investment have suspended the determination of their Net Asset Value; or

(i) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the Shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, conversion or redemption of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended. Any application for subscription, redemption or conversion of Shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund, in which case Shareholders may give written notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company prior to the lifting of the period of suspension, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title VII. Dissolution, Liquidation, Merger

Art. 27. Dissolution and Liquidation of the Company. In the event of a dissolution of the Company, liquidation will be carried out, in accordance with the provisions of the laws of Luxembourg, by one liquidator (if a legal entity although duly represented by one or more physical persons) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of Shareholders resolving to dissolve the Company and which shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of shares to

each class in proportion of their holding of shares in such class. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 28. Merger of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Class of Shares has decreased to or has not reached an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class of Shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or Class of Shares or in order to proceed to an economic rationalisation, the Board may decide to compulsorily redeem all the Shares issued in such Sub-Fund or Class of Shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision will take effect. The Company will publish a notice to the holders of Shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless the Board decides otherwise in the interests of, or in order to ensure the equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or Class of Shares concerned may continue to request redemption (if appropriate) of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

A general meeting of Shareholders of any Sub-Fund or Class may redeem all the Shares of that Sub-Fund or Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which may be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited in accordance with Luxembourg laws and regulations with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the Shares of the Sub-Fund concerned as Shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of Shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a non EEA based undertaking for collective investment, such decision will be binding only on the Shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company or to another investment fund or to another sub-fund within that other investment fund may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, except when the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg Investment Fund of the contractual type ("fonds commun de placement") or a non EEA based Investment Fund, in which case resolutions shall be binding only on the Shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of the amalgamation.

Title VIII. General provisions

Art. 29. Preferential Treatment. Any prospective or existing investor may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment, resulting in a disadvantage to certain or all of the other investors (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of Shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no sidepocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Board and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased

or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor or investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or class of Shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all investors, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor are identical to any of the investors to whom this Preferential Treatment has been accorded.

Whenever an investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 30; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 30. Information means. Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's Sales Documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, teletype, email or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's Sales Documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to the Internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with applicable laws and regulations may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's Sales Documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Art. 31. Depositary. The Company shall enter into a depositary agreement with an entity, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws (the "Depositary").

The Depositary shall assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by applicable laws and regulations, as amended from time to time.

The Company hereby expressly allows the Board to decide whether to grant a discharge of liability to the Depositary under the condition that this discharge is not prohibited by any applicable laws and regulations and shall be in place in accordance with the conditions set out in applicable laws and regulations.

Information regarding any discharge of the Depositary's liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 30; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge of the Depositary's liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, the Company hereby expressly authorises the Board to decide to agree upon the transfer of any assets of the Company to, and reuse by, of any third party, including the Company's Depositary appointed from time to time.

Art. 32. Governing law. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended and the Law of 2007.

Transitional provisions

The first accounting year of the Company shall begin at its incorporation and will end on 31 December 2016.

The first general annual meeting of Shareholders shall take place for the first time in 2017 under the conditions set forth in these Articles.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the number of Shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed Capital	Number of Shares
Massena Partners	EUR 31,000	31
TOTAL	EUR 31,000	31

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3, and 26-5 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Resolutions of the sole shareholder

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2017:

- Mr Alain Reinhold, Président Directeur Général of Reinhold & Partners, 118, Avenue de la Celle Saint-Cloud, 92420 Vaucresson, France;
- Mr Aymeric Lechartier, managing director of Carne Global Financial Services, UK Limited, 107-111 Fleet Street, London EC4A 2AB, United-Kingdom; and
- Ms Anne Parthiot-Mons, managing partner of Massena Investments Ltd, 106 Brompton Road, London SW3 1JJ, United-Kingdom.

Second resolution

The following has been appointed approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2017:

- PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 15, Avenue J-F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us the notary and the present original deed.

Signé: A. CHAUVAC et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22744. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015129682/815.

(150140275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Makikko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 198.875.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le huit juillet

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Baudouin PIERARD, né le 10 juillet 1974 à Charleroi (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont/Léglise, 15, Rue de la Croisette,
2. Monsieur Alexandre GELENNE, né le 03 juillet 1969 à Liège (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont/Léglise, 3, Chemin de la Forêt,
3. Madame Chloé LASSINE, née le 06 décembre 1996 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont/Léglise, 1A, Chemin de la Forêt,
4. Monsieur Claude POUILL, né le 22 mai 1963 à Luxembourg, demeurant à B-6724 Houdemont, 29, Rue du 24 août,
5. Monsieur Didier VAN DALEN, né le 08 septembre 1991 à Etterbeek (Belgique), demeurant à B-1300 Wavre, 7, Avenue Molière - boîte 14,
6. Madame Edith PEETERS épouse PARISSE, née le 02 août 1969 à Wilrijk (Belgique), demeurant à F-54920 Villersla-Montagne, 23, Rue de Nichefontaine,
7. Monsieur Emmanuel KIRCH, né le 14 octobre 1972 à Saint-Avold (France), demeurant à B-2431 Veerle, 35, Veerleheide,
8. La société anonyme dénommée "ERWANN", ayant son siège social à L-8399 Windhof, 6, Route d'Arlon, inscrite au registre de commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 156.950,
9. La Société Privée à Responsabilité Limitée, de droit belge dénommée "VDT Développement Sprl", ayant son siège social à B-1390 Grez-Doiceau, 6, Rue Pierre des Beguines, inscrite au registre de commerce de Belgique sous le numéro BE0886.059.663.

Tous ici représentés par Monsieur Anthony THILLMANY, employé privé, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu de procurations lui délivrées sous seing privé.

Lesquelles procurations signées ne varient par la partie comparante et le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, dûment représentés, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer comme suit:

« **Art. 1^{er}. Dénomination - Forme.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «MAKIKKO S.A.» (la «Société »).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Esch-sur-Alzette.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet. La société a pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation avec des tiers, le commerce de gros et de détail, la fabrication de machines et équipements, les télécommunications, les activités informatiques, l'élaboration de logiciels, ainsi que les autres services fournis principalement aux particuliers ou entreprises, de même que les représentations publiques, les services et cours de formation liés, analogues ou connexes au domaine informatique et des technologies 3D.

La société peut acquérir et mettre en valeur tous brevets, licences et marques et autres droits se rattachant à ses brevets, licences et marques ou pouvant les compléter.

La société a encore pour objets tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Elle pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise ayant une activité analogue, connexe ou complémentaire à la sienne et en général, effectuer toutes opérations de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

La société exercera son activité tant au Grand-duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises Luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations, à différentes sociétés (filiales ou non).

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir des établissements commerciaux ouverts au public.

La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y attachent directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société a encore pour objet de percevoir des indemnités et des rémunérations des sociétés du groupe ainsi que l'administration et la gérance de telles sociétés du groupe, à qui elle pourra notamment fournir toute prestation d'assistance stratégique, administrative ou commerciale.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à CENT QUARANTE-CINQ MILLE EUROS (EUR 145.000,-) représenté par QUATORZE MILLE CINQ CENTS (14.500) actions d'une valeur nominale de DIX EUROS (EUR 10,-) chacune.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième vendredi du mois de mai à 09.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, email ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caracté-

ristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Si l'assemblée générale des actionnaires décide de créer 2 catégories d'administrateurs, ils seront nommés administrateurs de catégorie A et administrateurs de catégorie B. En cas toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, e-mail ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, e-mail ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La société est valablement engagée par la signature de l'administrateur délégué seul, ou conjointement 2 administrateurs de catégories A, ou conjointement un mixte de 3 administrateurs de catégorie A et B, lesquels pourront accomplir les actes suivants sans l'autorisation préalable du Conseil d'Administration statuant à la majorité des deux/tiers (2/3) des membres présents ou représentés :

- acquisition ou cession d'actifs de la SOCIETE d'une valeur inférieure à 25 000 Euros,
- tout endettement bancaire contracté par la SOCIETE d'un montant inférieur à 25 000 Euros,
- tout endettement auprès d'un actionnaire d'un montant inférieur à 25 000 Euros
- tout investissement de la SOCIETE d'un montant inférieur à 25 000 Euros
- toute opération impliquant un engagement annuel inférieur à 25 000 Euros

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2016.

Souscription et Libération

Les comparants dûment représentés ont souscrit un nombre d'actions comme suit:

1. M. Baudouin PIERARD, préqualifié	500 actions
2. M. Alexandre GELENNE, préqualifié	1.000 actions
3. Mme. Chloé LASSINE, préqualifiée	500 actions
4. M. Claude POULL, préqualifié	1.000 actions
5. M. Didier VAN DALEN, préqualifié	500 actions
6. Mme. Edith PEETERS, préqualifiée	1.000 actions
7. M. Emmanuel KIRCH, préqualifié	1.000 actions
8. ERWANN, préqualifiée	7.500 actions
9. VDT Développement Sprl, préqualifiée	1.500 actions
TOTAL:	14.500 actions

Le capital social est libéré à hauteur de 48 % de sorte que la somme de SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (EUR 70.000,-) est à présent à la disposition de la Société tel qu'il a été prouvé au notaire par un certificat de blocage des fonds.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille huit cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants ci-avant désignés, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à neuf, celui des commissaires aux comptes à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur A :

- Monsieur Rudi LASSINE, né le 15 avril 1971 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont/Léglise, 1A, Chemin de la Forêt,

- Monsieur Emmanuel KIRCH, né le 14 octobre 1972 à Saint-Avold (France), demeurant à B-2431 Veerle, 35, Veerleheide,

- Monsieur Divier VAN DALEN, né le 08 septembre 1991 à Etterbeek (Belgique), demeurant à B-1300 Wavre, 7, Avenue Molière - boîte 14,

3. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur B:

- Monsieur Baudouin PIERARD, né le 10 juillet 1974 à Charleroi (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont/Léglise, 15, Rue de la Croisette, lequel est aussi nommé Président du Conseil d'Administration,

- Monsieur Alexandre GELENNE, né le 03 juillet 1969 à Liège (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont/Léglise, 3, Chemin de la Forêt, lequel est aussi nommé Vice-Président du Conseil d'Administration,

- Madame Chloé LASSINE, née le 06 décembre 1996 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont/Léglise, 1A, Chemin de la Forêt,

- Monsieur Claude POUILL, né le 22 mai 1963 à Luxembourg, demeurant à B-6724 Houdemont, 29, Rue du 24 août,

- Madame Edith PEETERS épouse PARISSSE, née le 02 août 1969 à Wilrijk (Belgique), demeurant à F-54920 Villersla-Montagne, 23, Rue de Nichefontaine,

- Madame Martine WENKIN, née le 09 avril 1971 à Saint- Mard (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont, 1A, Chemin de la Forêt.

4. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- ACCOUNTIS S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, R.C.S. Luxembourg B 60219.

5. L'adresse de la société est fixée à L-4362 Esch-sur- Alzette, 9 Avenue des Hauts-Fourneaux.

6. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2021.

7. Le conseil d'administration étant autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 12 des statuts, ces derniers sont délégués à Monsieur Rudi LASSINE, né le 15 avril 1971 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6860 Louftémont/Léglise, 1A, Chemin de la Forêt, qui portera le titre d'administrateur-délégué et partant, pourra engager la société vis-à-vis des tiers, par sa signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09/07/2015. Relation: EAC/2015/16138. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 juillet 2015.

Référence de publication: 2015129651/245.

(150139715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Taurus Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 198.751.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am dreißigsten März.

Vor der unterzeichneten Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Taurus Insurance Opportunities SCS, eine Kommanditgesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B 195.564,

hier vertreten durch Frau Corinne PETIT, Angestellte, mit Amtssitz in 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, auf Grund einer Vollmacht erteilt in Frankfurt am Main am 30. März 2015.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben registriert zu werden.

Die Komparentin ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer von ihm zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Unter der Bezeichnung „Taurus Group S.A.“ wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort der Gemeinde Bertrange und durch Beschluss der ausserordentlichen

Gesellschafterversammlung zu den Bedingungen, welche für die Abänderung der Satzungen erforderlich sind an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden; die Gesellschaft bleibt jedoch der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 2. Die Gesellschaft hat zum Zweck, die Beteiligung unter irgendeiner Form an luxemburgischen und ausländischen Unternehmen, der Erwerb durch Ankauf, Unterzeichnung oder auf andere Art und Weise, sowie die Abtretung durch Verkauf, Tausch, oder auf andere Art und Weise von Aktien, Gutscheinen, Obligationen, Wertpapieren und allen anderen Arten von Wertpapieren sowie der Besitz, die Verwaltung, Förderung und Verwertung ihrer Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann an der Gründung und Entwicklung aller industrieller oder kommerzieller Unternehmen teilnehmen und ihnen Unterstützung durch Darlehen, Garantien oder auf andere Art und Weise zukommen lassen.

Die Gesellschaft kann mit oder ohne Zinsen Kredite gewähren oder Anleihen aufnehmen sowie Obligationen ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte tätigen, seien sie beweglicher oder unbeweglicher, finanzieller oder industrieller, handels- oder zivilrechtlicher Natur, direkt oder indirekt in Verbindung mit dem Gesellschaftszweck. Sie kann ebenfalls alle unbewegliche Güter betreffende Geschäfte tätigen, sei es durch Kauf, Verkauf, Ausnützung oder Verwaltung von Immobilien, jedoch ohne direkt das Gewerbe eines Immobilienmaklers auszuüben.

Sie kann ihren Zweck direkt oder indirekt erfüllen, sei es in ihrem eigenen Namen oder für Dritte, allein oder in Verbindung mit anderen, bei der Erledigung aller Geschäfte, die zur Erreichung des genannten Zwecks, oder des Zwecks der Gesellschaften, deren Interessen sie vertritt, führen.

Allgemein kann sie jegliche Überwachungs- und Kontrollmaßnahmen ausführen, die sie zur Bewerkstelligung und zur Entwicklung ihres Ziels für nötig hält.

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), und ist eingeteilt in eintausend (1.000) Aktien zu je einunddreißig Euro (31.- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Alle ausgegebenen Inhaberaktien müssen bei einem Verwahrer hinterlegt werden welcher durch einen Beschluss des Verwaltungsrats bestellt wird.

Der Verwaltungsrat informiert die Gesellschafter über diese Bestellung und über jedwede Änderung betreffend den Verwahrer innerhalb 15 (fünfzehn) Werktagen.

Beschlüsse über die Ernennung oder die Kenntnisnahme von Änderungen betreffend den Verwahrer müssen, gemäß Artikel 11 bis (1§, 3) des Gesetzes vom 10. August 1915 über handelsrechtliche Gesellschaften, registriert und veröffentlicht werden

Ein Inhaberaktienregister wird vom Verwahrer gehalten.

Dieses Register weist die Identität eines jeden Gesellschafters, die Anzahl oder Einheiten von Inhaberaktien welche von diesen gehalten wird, den Zeitpunkt der Verwahrung, sowie Übertragungen, Einziehung oder Umtausch von Inhaberaktien, auf.

Der Anteilsbesitz der Inhaberaktien wird gemäß Eintragung im Inhaberaktienregister geltend gemacht.

Nach schriftlicher Aufforderung des Eigentümers von Inhaberaktien, wird diesem innerhalb 8 (acht) Kalendertage eine Bescheinigung ausgestellt welche die Eintragungen seiner Inhaberaktien zusammenfasst.

Übertragungen von Inhaberaktien inter vivos werden gegenüber Dritten und Gesellschaft wirksam durch die Eintragung dieser Übertragung im Inhaberaktienregister durch den Verwahrer, auf Basis und durch Erhalt eines jeden Dokuments welches deren Eigentumsübertragung zwischen Übertragendem und Empfänger nachweist.

Die Anzeige einer Übertragung von Todes wegen beim Verwahrer ist gültig, wenn kein Widerspruch vorhanden ist, durch die Hinterlegung eines Todesscheins welcher durch den zuständigen Richter oder Notar ausgestellt wurde.

Rechte von ausgegebenen Inhaberaktien welche weder verwahrt noch ordnungsgemäß registriert sind, gelten als ausgesetzt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Art. 4. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär kann der Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 25. August 2006, aus nur einem Mitglied bestehen, welcher nicht Aktionär zu sein braucht.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können jederzeit abberufen werden.

Scheidet ein durch die Generalversammlung der Aktionäre ernanntes Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die auf gleiche Art ernannten verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 5. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Delegierten bestellen; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; jeder einzelne der nachfolgend aufgeführten Verwaltungsratsmitglieder hat ein Vetorecht.

Vetorecht bedeutet, dass gegen die Stimme der o.g. Verwaltungsratsmitglieder keine Beschlussfassung möglich ist.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Die Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Genehmigung der Hauptversammlung.

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritte durch (1) die Einzelunterschrift ihres alleinigen Verwaltungsratsmitgliedes, im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern durch (2) die Kollektivunterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch (3) die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates oder eines Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Art. 6. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig, sie können beliebig abberufen werden.

Art. 7. Das Geschäftsjahr läuft vom ersten Januar bis zum einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 8. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am 15. des Monats Mai, um 11.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem andern, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 9. Die Einberufungen zu jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen. Von dieser Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz nichts anderes vorsieht.

Art. 10. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die weitestgehenden Befugnisse, über sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden und alle diesbezüglichen Beschlüsse zu billigen.

Sie befindet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen, Vorschussdividende auszuzahlen.

Art. 11. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschliesslich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall dort, wo die vorliegende Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 2015.
2. Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre 2016 statt.
3. Der erste Delegierte des Verwaltungsrates kann durch die außerordentliche Generalversammlung direkt nach der Gründung gewählt werden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärt der Erschienene, Taurus Insurance Opportunities SCS, vorgeannt, alle eintausend (1.000) Aktien für einem Betrag von einunddreissig Euro (31.- EUR) zu zeichnen und einzuzahlen.

Die eintausend (1.000) Aktien wurden zu hundert Prozent (100 %) in bar eingezahlt; demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (1.500,- EUR).

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann treten die eingangs erwähnten Parteien die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich für wirksam einberufen erklären und fassen, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, einstimmig folgende Beschlüsse:

1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3), die der Abschlusskommissare auf eins (1) festgesetzt.

2) Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Dr. Christian WREDE, geboren am 23. Juli 1967 in Köln, Deutschland, beruflich wohnhaft in Bockenheimer Landstrasse 10, D-60323 Frankfurt am Main;

- Frau Monika ANELL, geboren am 17. Dezember 1963 in Trier, Deutschland, beruflich wohnhaft in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg; und

- Herr Karl STÄCKER, geboren am 27. März 1960 in Frankfurt am Main, Deutschland, beruflich wohnhaft in Bockenheimer Landstrasse 10, D-60323 Frankfurt am Main.

3) Zum Delegierten des Verwaltungsrats wird ernannt:

Frau Monika ANELL, geboren am 17. Dezember 1963 in Trier, Deutschland, beruflich wohnhaft in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

4) Zum Kommissar wird ernannt:

Herr Stephan TIEMANN, geboren am 18. Dezember 1971 in Wilhelshaven, Deutschland, beruflich wohnhaft in Bockenheimer Landstrasse 10, D-60323 Frankfurt am Main.

5) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, des Delegierten des Verwaltungsrats sowie des Kommissars enden mit Schluss der ordentlichen Hauptversammlung, welche über das Geschäftsjahr 2019 zu beschliessen haben wird, das heisst mit Schluss der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2020.

6) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxembourg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung von allem Vorstehenden an die dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komparenten, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 08 avril 2015. 2LAC/2015/7693. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127890/174.

(150136356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Monegate Holding S.C., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg E 5.702.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le 6 juillet,

1) DATA GRAPHIC S.A., ayant son siège social au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42 166, représentée par Messieurs Clive GODFREY et Jean-Pierre HIGUET en leurs qualités d'administrateurs de la société,

2) GHA AVOCATS S.A.R.L., ayant son siège social au 8 rue Heine, L-1720 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193 373, représentée par Monsieur Jean-Pierre HIGUET en sa qualité de gérant de la société,

Ont décidé d'entériner les résolutions prises par le «Sole Director» de la société adoptées à Panama le 06/07/2015, décidant entre autres, le transfert du domicile de la société de Panama à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) avec effet au 06/07/2015 et l'adoption de la nationalité luxembourgeoise à la même date, afin que la société soit radiée du registre des sociétés de Panama et enregistrée sous le régime de continuité selon les lois du Luxembourg et autorisée à adopter la nationalité luxembourgeoise et à modifier ses statuts afin de les mettre en conformité avec le droit luxembourgeois;

Ont décidé d'adopter des statuts selon la loi luxembourgeoise en vue de permettre son transfert et sa continuation au Grand Duché de Luxembourg, et d'adopter la dénomination sociate «MONEGATE HOLDING S.C.»;

Les statuts de la société sont adoptés pour avoir désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les associés une société (la «Société») sous la forme d'une société civile qui sera régie par la Loi luxembourgeoise et plus particulièrement par les articles 1832 à 1872 du Code civil luxembourgeois et par ses statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination de MONEGATE HOLDING S.C.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Luxembourg par décision du ou des gérants.

Si le ou les gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organismes ou personnes auxquelles la gestion journalière de la Société a été confiée.

Art. 3. Objet. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra, dans le cadre de son activité, contracter tout prêt, consentir toute hypothèque.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Capital Social. Le capital émis de la Société est fixé mille euros (€ 1.000) représenté par cent (100) parts sociales ayant une valeur nominale de dix euros (€ 10.-) chacune, entièrement libérées.

Ces parts sont souscrites comme suit:

- DATA GRAPHIC S.A., prénommée, 99 (nonante neuf) parts sociales,
- GHA AVOCATS S.A.R.L., prénommée, 1 (une) part sociale.

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Art. 6. Cession des parts sociales. La cession de parts entre vifs et leur transmission pour cause de mort n'est soumise à aucune restriction, si elle a lieu au profit d'un associé.

La cession de parts entre vifs au profit d'un non associé devra être avalisée au préalable par la majorité des co-associés.

Dans le cas où la cession ne serait pas avalisée par la majorité des co-associés, les coassociés s'engagent soit à racheter conjointement les parts sociales offertes à la cession dans la proportion de leurs droits respectifs, soit dans une proportion différente de celle de leurs droits respectifs, soit à proposer conjointement un tiers acquéreur desdites parts endéans un délai d'un mois à compter de la date du refus des co-associés d'avaliser la cession.

Art. 7. Gestion. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. La durée de leurs mandats est indéterminée.

Art. 8. Pouvoirs du ou des gérants. Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par la loi à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du ou des gérants.

Art. 9. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera en cas de gérant unique engagée par la signature individuelle du gérant et en cas de pluralité de gérants engagée par la signature individuelle de l'un des gérants ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le ou les gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le ou les gérants.

Art. 10. Droit de surveillance des associés. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Art. 11. Responsabilité des associés aux dettes sociales. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la Société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les Associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code civil, c'est-à-dire chacun pour une somme et part égale.

Art. 12. L'assemblée générale. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel qu'indiqué dans les convocations le dernier vendredi du mois d'avril à 10:00 a.m.

Si ce jour est un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable bancaire luxembourgeois précédent.

En plus de l'assemblée générale annuelle des associés, le ou les gérants peuvent également convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des associés représentant au moins un dixième du capital social le demandent.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, telle que souverainement appréciées par le ou les gérants, le requièrent.

Art. 13. Convocation des assemblées générales. Les associés se réunissent après convocation par le ou les gérants. La convocation sera envoyée aux associés quinze jours avant la date de l'assemblée par courrier recommandé. Elle indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter.

Si tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 14. Présence - Représentation aux assemblées générales. Tous les associés ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télégramme ou par télex une autre personne, associé ou non, en qualité de mandataire, associé ou non. Le ou les gérants peuvent déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation aux assemblées générales des associés.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-proprétaire d'actions, les créanciers gagistes et donneurs de gage sur actions doivent désigner une seule personne pour les représenter à toute assemblée générale.

Art. 15. Tenue des assemblées générales. Chaque assemblée générale des associés est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou par une personne désignée par le ou les gérants.

Le président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire, associé ou non.

L'assemblée générale des associés élit un scrutateur parmi les associés présents ou représentés.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Prorogation de l'assemblée générale. Le ou les gérants peuvent proroger séance tenante toute assemblée générale à quatre semaines. Il doit faire ainsi sur la demande d'un ou de plusieurs associés représentant au moins un cinquième du capital émis.

Cette prorogation annule de plein droit toute décision déjà prise.

L'assemblée générale prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les parts sociales et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

Art. 17. Vote. Une liste des présences indiquant le nom des associés et le nombre des parts sociales pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats.

L'assemblée générale peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Chaque part sociale donne droit à une voix, dans les limites fixées par la loi.

Le vote se fait à la main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des associés décide d'adopter une autre procédure de vote.

Lors de toute assemblée générale, les résolutions seront adoptées à la majorité simple des votes émis.

Art. 18. Assemblées Générales Extraordinaires. Lors de toute assemblée générale extraordinaire des associés convoquée en vue de la modification des statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité exigées pour toute modification des statuts, le quorum sera d'au moins la moitié de toutes les parts sociales émises et en circulation.

Les résolutions sont adoptées à la majorité simple des votes émis.

Art. 19. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales des associés sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et le scrutateur et peuvent être signés par tout associé ou mandataire d'associé qui en fait la demande.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs doivent être signées par le gérant.

Art. 20. Année sociale. L'année sociale de la Société correspond à l'année calendaire.

Art. 21. Approbation des comptes annuels. Le ou les gérants préparent les comptes annuels, pour approbation par les associés, conformément aux dispositions de la loi et de la pratique comptable luxembourgeoise.

Les comptes annuels sont présentés à l'assemblée générale des associés, qui délibère, et, le cas échéant, les approuve.

Art. 22. Répartition des bénéfices. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider d'allouer la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer ensemble avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés.

Le ou les gérants peuvent procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux associés. Le ou les gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Art. 23. Dissolution, liquidation. La Société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs de ses associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers de l'associé décédé.

Les héritiers, ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs des associés ne mettra pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

La Société peut être dissoute par décision à prendre avec conditions de modifications statutaire. En cas de dissolution de la Société, la liquidation de la Société se fera par les soins du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation sera réparti équitablement entre tous les associés conformément aux règles de distribution de dividendes.

Art. 24. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément aux articles 1832 à 1872 du Code civil.

Dispositions transitoires

La première année sociale commence à la date de constitution et finit le 31 décembre 2015. L'assemblée générale annuelle se réunit donc pour la première fois en 2016.

Dont acte fait et passé à Luxembourg à la date d'entête des présentes.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-2330 Luxembourg, 128 Boulevard de la Pétrusse.
2. Le nombre des gérants est fixé à deux.
3. L'assemblée désigne comme gérants pour une durée indéterminée:

Monsieur Clive GODFREY, né le 6 août 1954 à Courtrai (Belgique), demeurant au 128, Boulevard de la Pétrusse à L-2330 Luxembourg.

Monsieur Jean-Pierre HIGUET, né le 23 novembre 1960 à Couvin (Belgique), demeurant au 128, Boulevard de la Pétrusse à L-2330 Luxembourg.

Avec pouvoir de signature individuelle.

Référence de publication: 2015129690/166.

(150140587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Three Hills I s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 307.014,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 188.993.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second of July,
Before Maître Danielle KOLBACH, Notary residing in Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

THREE HILLS, an investment company with variable capital.. specialized investment fund (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182214 (the "Sole Shareholder"), represented by Three Hills Capital Partners S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179984, acting as general partner of the Sole Shareholder,

here represented by Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Redange-sur-Attert, by virtue of a proxy, given privately to her on 22 July 2015.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the Sole Shareholder of Three Hills I s.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 188993 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 23 July 2014, and whose articles of association (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 2642 page 126797 dated 30 September 2014. The Articles have been amended for the last time on 15 October 2014 pursuant to a deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg and published in the Mémorial under number 3546 page 170206 dated 25 November 2014. Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended ("Article 200-2") provides that a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

The Sole Shareholder, acting in its capacity of sole shareholder of the Company, hereby passes the following written resolutions in accordance with Article 200-2:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two hundred twenty-three thousand seventy-one Euro (EUR 223,071.-) so as to raise it from its present amount eighty-three thousand nine hundred forty-three Euro (EUR 83,943.-) to three hundred seven thousand fourteen Euro (EUR 307,014.-) by the issue of two hundred twenty-three thousand seventy-one (223,071) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each and having the rights and obligations set out in the Articles (the "New Shares"), each of such New Shares being paid up by way of contribution in cash of an aggregate amount of two hundred twenty-three thousand seventy-one Euro and forty eurocent (EUR 223,071.40).

Subscription and Payment

THREE HILLS, Sole Shareholder declares to subscribe to two hundred twenty-three thousand seventy-one (223,071) New Shares, fully paid up by a contribution in cash of an aggregate amount of two hundred twenty-three thousand seventy-one Euro and forty eurocent (EUR 223,071.40) of which the amount of two hundred twenty-three thousand seventy-one Euro (EUR 223,071.-) is allocated to the share capital of the Company and forty eurocent (EUR 0.40) is allocated to the share premium of the Company (the "Contribution in Cash").

The funds corresponding to the Contribution in Cash are now at the disposal of the Company, proof of which had been produced to the undersigned notary.

Second resolution

Further to the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 5 of the Articles which shall now read as follows:

" **5.1.** The share capital of the Company is three hundred seven thousand fourteen Euro (EUR 307,014.-) divided three hundred seven thousand fourteen (307,014) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these

Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand eight hundred euros (EUR 1,800.-).

Whereof the present deed is drawn up in Redange-sur-Attert, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-deuxième jour de juillet,

Par-devant le soussigné, Maître Danielle KOLBACH, notaire résidant à Redange-sur-Attert, (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

THREE HILLS, une société d'investissement à capital variable, fonds d'investissement spécialisé constituée sous la forme d'une société en commandite par actions selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182214 (l'"Associé Unique"), représentée par Three Hills Capital Partners S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179984 et ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, agissant en tant que gérant commandité de l'Associé Unique,

ici représentée par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Redange-sur-Attert, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé lui-délivrée en date du 22 juillet 2015.

Laquelle procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Laquelle comparante est l'Associé Unique de Three Hills I S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188993 (la "Société"), constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 23 juillet 2014 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 2642 page 126797 en date du 30 septembre 2014. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 15 octobre 2014 suite à un acte notarié établi par Me Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg et publié au Mémorial numéro 3546 page 170206 en date du 25 novembre 2014.

L'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée (l'"Article 200-2") dispose qu'un associé unique d'une société à responsabilité limitée exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et que les décisions de l'associé unique sont documentées dans un procès-verbal ou rédigées par écrit.

L'Associé Unique, agissant dans sa capacité d'associé unique de la Société, adopte par les présentes les résolutions écrites suivantes conformément à l'Article 200-2:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent vingt-trois mille soixante et onze euros (223.071,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de quatre-vingt-trois mille neuf cent quarante-trois euros (83.943,-EUR) à trois cent sept mille quatorze euros (307.014,- EUR) par l'émission de deux cent vingt-trois mille soixante et onze (223.071) nouvelles parts sociales d'un euro (1,-EUR) chacune et ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les "Nouvelles Parts Sociales"), chacune de ces Nouvelles Parts Sociales étant libérée au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de deux cent vingt-trois mille soixante et onze euros et quarante centimes d'euro (223.071,40 EUR).

Souscription et Paiement

THREE HILLS, Associé Unique déclare souscrire aux deux cent vingt-trois mille soixante et onze (223,071) Nouvelles Parts Sociales entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de deux cent vingt-trois mille soixante et onze euros et quarante centimes d'euro (223.071,40 EUR) dont le montant de deux cent vingt-trois mille soixante et onze euros (223.071,- EUR) est alloué au capital social de la Société et dont quarante centimes d'euros (0,40 EUR) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société (l'"Apport en Numéraire").

Les fonds correspondant à cet Apport en Numéraire sont maintenant à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire soussigné.

Deuxième résolution

Suite à la résolution ci-dessous, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts de la Société, qui se lira désormais comme suit:

" **5.1.** Le capital social est fixé à trois cent sept mille quatorze euros (307.014,- EUR) représenté par trois cent sept mille quatorze (307.014) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" désigne les détenteurs des Parts Sociales à un moment donné et "Associé" doit être interprété conformément."

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés à mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

Cet acte notarié a été dressé à Redange-sur-Attert, au jour mentionné au début de ce document.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Ce document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et demeure, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 23 juillet 2015. Relation: DAC/2015/12422. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127898/137.

(150137291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Sunrise Communications International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.748.

Les comptes annuels au 01/01/2014 - 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079900/9.

(150090496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Spandilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 15.601.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of July.

Before us, Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held

the extraordinary general meeting of shareholders of SPANDILUX S.A., a société anonyme, having its registered office at L-2240 Luxembourg, 16, Rue Notre-Dame, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 15.601, (the "Company"), incorporated by a deed of Maître André PROST, then notary residing in Luxembourg, on 16th December 1977, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 24 of 13 February 1978.

The Extraordinary General Meeting was opened with Mr Yves Wagner, director, residing professionally in Luxembourg, acting as president in the chair.

The President appoints as secretary Mrs Rachida El Farhane, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mr Pascal Herrmann, director, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Extraordinary General Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1) To modify the date of the financial year which shall now begin on the first day of January and shall end on the 31st December of the same year.

2) Subsequent amendment of article 18 of the articles of incorporation of the Company.

3) To change the annual general Meeting of the shareholders date that shall be held therefore on the third Thursday of the month of May of each year at 9:00.

4) Subsequent amendment of the first paragraph of article 8 of the Articles of incorporation of the Company

5) Miscellaneous.

II. That the shareholders represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the Extraordinary General Meeting, will remain attached to the present deed.

The proxies of the represented shareholders are initialed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary.

III. That the entire share capital being represented at the present Meeting and all the shareholders represented declaring that they had due notice and got knowledge of the agenda along with all relevant information and documents, prior to this Meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present Meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the Meeting, unanimously, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to change the financial year of the Company year which shall now begin on the first day of the month of January and ends on the last day of December of each year.

The Meeting decides then to change the current financial year of the Company so that it runs from 21st February 2015 to 31 December 2015.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Meeting resolves to amend the article 18 of the articles of incorporation which shall henceforth be read as follows:

" **Art. 18.** The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st day of January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year."

Third resolution

The meeting decides to change the Annual General Meeting which shall be held therefore on the third Thursday of the month of May of each year at 9:00.

Fourth resolution

As a consequence of the above resolution, the Meeting resolves to amend the first paragraph of the article 8 of the articles of incorporation which shall henceforth be read as follows:

" **Art. 8. (first paragraph).** The annual general meeting of the Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Thursday of the month of May of each year at 9:00 a.m.."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand euros (EUR 1,000.-).

Nothing else being in the Agenda, the meeting was closed.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their name, first name, civil status and residence, these persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un juillet.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SPANDILUX S.A., avec siège social à L-2240 Luxembourg, 16, Rue Notre Dame, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 15.601, constituée suivant acte reçu par Maître André PROST, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 décembre 1977, publié au Mémorial C, numéro 24 EN 1978. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 septembre 2009, publié au Mémorial C, numéro 2063 du 21 octobre 2009.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Yves Wagner, administrateur, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le Président désigne comme secrétaire Madame Rachida El Farhane, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée nomme comme scrutateur Monsieur Pascal Herrmann, administrateur, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Modification de l'exercice social de la société pour le faire courir dorénavant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

2. Modification subséquente de l'article 18 des statuts.

3. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle de la Société au troisième jeudi du mois de mai de chaque année à 9 heures;

4. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8 des statuts.

5. Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle est signée par les actionnaires ou par leurs mandataires, par les membres du bureau de l'Assemblée et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés sont signées et validées par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour ainsi que de tous documents et informations y relatifs, avant l'Assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations formelles.

IV. La présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, à pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée décide de changer l'exercice social de la société afin que celui-ci commence dorénavant le 1^{er} janvier de chaque année et s'achève le 31 décembre de la même année.

Par conséquent, l'exercice social ayant commencé le 21 février 2015 se terminera le 31 décembre 2015.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 18 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre».

Troisième résolution:

L'Assemblée décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle statutaire de la société pour qu'elle se tienne désormais le troisième jeudi du mois de mai de chaque année à 9 heures.

Quatrième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 8. (premier paragraphe). «L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième jeudi du mois de mai à 9:00.»

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Wagner, El Farhane, Herrmann, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22978. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127873/133.

(150136444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

WB Ambassador Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 112.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 142.309.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth of July.

Before Us, Maître Marline SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Real Estate Investments International Corp., a company limited by shares, ruled by the BVI Business Companies Act, having its registered seat at Flemming House, Wickhams Cay, PO Box 662, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Corporate Affairs under the number 681.864 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mrs Corinne PETIT, employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on July 13th, 2015.

Which proxy, after signature "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as above stated, explained that is holding all of the one hundred twelve thousand five hundred (112,500) shares having a par value of one euro (EUR 1) each of the private limited company WB Ambassador Holdings, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 46a, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 142.309, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on October 9th, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2638 on October 29th, 2008 (the "Company"). The Articles of Association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on July 13th, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The agenda of the meeting is the following:

- 1) Dissolution of the Company and decision to voluntary put the Company into liquidation (liquidation volontaire);
- 2) Appointment of a liquidator and determination of his powers.
- 3) Miscellaneous.

Such appearing party, represented as stated above, after having considered the benefit of the Company, have requested the undersigned notary to state in its capacity as the Sole Shareholder of the Company the resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves the dissolution of the Company and to open the liquidation proceedings.

Second resolution

The Sole Shareholders appoints as liquidator KESSEL S.à r.l., having its registered office at 46A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 156.581 (the "Liquidator"), in relation to the voluntary liquidation of the Company.

The Liquidator shall have the broadest powers as set out in articles 144 and following of the co-ordinated law on commercial companies of August 10th, 1915 (the "Law"). He can also accomplish all deeds foreseen in article 145 of the Law without the prior authorization of the shareholders' meeting in the cases where it is required.

The Liquidator will be empowered to distribute the assets in specie and will be empowered to make an interim dividend to the Company's shareholder, which interim dividend may be effected by way of endorsement of any promissory note(s) in the possession of the Company to the Company's shareholder.

The Liquidator is dispensed from keeping an inventory and can refer to the accounts of the Company.

He can, under his own responsibility, and for special and defined operations delegate to one or several proxies parts of his powers which he will define and for the duration fixed by him.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

The Sole Shareholder resolves that the Liquidator shall be remunerated according to the standard practices.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand seven hundred euro (EUR 1,700).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le seize juillet.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Real Estate Investments International Corp., une société de capitaux, constituée et existant en vertu des lois de Îles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Flemming House, Wickhams Cay, PO Box 662, Road Town, Tortola, Îles Vierges Britanniques, enregistré auprès du Registrar of Corporate Affairs sous le numéro 681.864,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 13 juillet 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, a expliqué qu'elle détient toutes les cent douze mille cinq cents (112.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune, de la société WB Ambassador Holdings, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46a, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.309, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 9 octobre 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2638 du 29 octobre 2008 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 13 juillet 2015, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1) Dissolution de la Société et décision de mise en liquidation volontaire de la Société;
- 2) Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs;
- 3) Divers.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, en leur qualité de l'Associé Unique de la Société, après avoir considéré l'intérêt de la Société, a requis le notaire instrumentais d'acter ses résolutions comme suit:

Première résolution

L'Associé Unique décide la dissolution de la Société et de la liquider.

Deuxième résolution

L'Associé Unique désigne comme liquidateur KESSEL S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 46A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.581 (le "Liquidateur"), en relation de liquidation volontaire de la Société.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi"). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la Société des avances sur le produit de la liquidation, lesquelles distributions d'avances pourront être réalisées par l'endossement de billets à ordre détenus par la Société au profit de son associé.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Associé Unique décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

L'Associé Unique décide que le Liquidateur sera rémunéré selon les standards appliqués en pratique.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à mille sept cents euros (1.700.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des personnes comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, le présent acte est dressé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux personnes comparantes, elles ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 juillet 2015. 2LAC/2015/16520. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur (signé): Yvette THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127968/121.

(150136291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

SMGS2, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 174.557.

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de juin.

Par-devant nous Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, agissant en remplacement de son confrère empêché, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire de SMGS2, une société anonyme constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.557 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 17 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 605, du 12 mars 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 6 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 810, du 5 avril 2013.

L'assemblée est ouverte à 11 heures sous la présidence de Monsieur Vincent OUDIN, demeurant à 9, rue de Trappes, F-78117, Chateaufort, France,

qui nomme comme secrétaire Pierre-Yves CHAMPAGNON, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Sven KIEFFER, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires représentés, les mandataires des actionnaires représentés, le porteur de la part bénéficiaire présent ou représenté, et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les mandataires des actionnaires représentés, le porteur de la part bénéficiaire présent ou représenté et le notaire soussigné.

Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés et la procuration, le cas échéant, du porteur de la part bénéficiaire, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Il résulte de la liste de présence mentionnée ci-dessus que toutes les actions représentant l'entière du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée. Les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le porteur de la part bénéficiaire présent ou représenté participant à la présente assemblée conformément à l'article 8.2 des statuts de la Société (le «Porteur de la Part Bénéficiaire»), se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable; le droit de vote attaché aux un million soixante-sept mille sept cent vingt-cinq (1.067.725) actions de catégorie A et aux six cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent seize (685.916 actions) de catégorie B détenues par la Société elle-même étant actuellement suspendu.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Modification de l'article 7 des statuts de la Société;

2. Réduction du capital social de la Société d'un montant de sept millions neuf cent quarante-quatre mille deux cent vingt-huit euros (EUR 7.944.228) pour le porter de son montant actuel de neuf millions neuf cent trente mille deux cent quatre-vingt-cinq euros (EUR 9.930.285) au montant de un million neuf cent quatre-vingt-six mille cinquante-sept euros (EUR 1.986.057) par réduction de la valeur nominale de toutes les actions de catégorie A et actions de catégorie B de leur montant actuel d'un euro (EUR 1) au pair comptable afin d'apurer les pertes et/ou de rembourser les actionnaires; et

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires et le Porteur de la Part Bénéficiaire (l'«Assemblée Générale») adoptent alors à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 7 des statuts de la Société qui sera désormais lu comme suit:

« Art. 7. Rachat des Actions en cas de Départ.

7.1 La Société pourra, en cas de Départ d'un Dirigeant ou d'un Salarié, procéder au rachat des actions détenues par ce Dirigeant ou ce Salarié en application des dispositions de l'article 49-8 de la Loi, cet article 7 des Statuts et les conditions prévues par le ou les Pactes d'Actionnaires qui seraient en vigueur et qui serai(en)t conclue(s) avec ou en présence de la Société. En cette hypothèse, le Dirigeant ou le Salarié sera contraint de céder ses actions à la Société ou à toute personne qu'elle se sera substituée.

7.2 Constitue un «Départ» au sens de l'article 7.1 de ces Statuts toute cessation des fonctions d'un Dirigeant ou d'un Salarié tel que défini dans le Pacte d'Actionnaire. Le prix auquel les actions seront rachetées est déterminé selon les dispositions du ou des Pactes d'Actionnaires.

7.3 Les Actions rachetables ne feront pas l'objet d'un rachat à l'initiative d'un Actionnaire, sauf dispositions contraires contenues dans le ou les Pactes d'Actionnaires.

7.4 Les Actions rachetées seront soit annulées soit détenues et conservées par la Société conformément aux dispositions de la Loi, étant précisé notamment que le droit de vote des actions détenues par la Société seront suspendus.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de sept millions neuf cent quarante-quatre mille deux cent vingt-huit euros (EUR 7.944.228) pour le porter de son montant actuel de neuf millions neuf cent trente mille deux cent quatre-vingt-cinq euros (EUR 9.930.285) à un montant d'un million neuf cent quatre-vingt-six mille cinquante-sept euros (EUR 1.986.057) afin d'apurer les pertes de la Société au 30 avril 2015, d'un montant de trente-six mille seize euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 36.016,79), tel qu'il ressort des comptes intermédiaires de la Société au 30 avril 2015 (les «Comptes»), et de constituer une réserve disponible de sept millions neuf cent huit mille deux cent onze euros et vingt-et-un cents (EUR 7.908.211,21) par la réduction de la valeur nominale de toutes les deux millions cinq cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-cinq (2.569.285) actions de catégorie A et les sept millions trois cent soixante-et-un mille (7.361.000) actions de catégorie B de la Société de leur montant actuel d'un euro (EUR 1) chacune, au pair comptable.

La preuve de l'existence des pertes au jour des présentes a été fournie au notaire par le biais des Comptes.

Pouvoir a été donné à chacun des administrateurs de la Société afin de signer au nom et pour le compte de la Société tous documents, contrats, certificats, instruments et de faire tout ce qui pourrait être requis, nécessaire ou utile afin de donner effet à la présente résolution.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 5.1 dans les statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« 5.1. Le capital social souscrit est fixé à un million neuf cent quatre-vingt-six mille cinquante-sept euros (EUR 1,986,057), représenté par neuf millions neuf cent trente mille deux cent quatre-vingt-cinq (9.930.285) actions sans valeur nominale et divisées en deux millions cinq cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-cinq (2,569,285) Actions de Catégorie A: actions rachetables réservées aux Dirigeants, à savoir les trois cadres du «Cercle 1» ainsi que toute personne physique qui rejoindrait le groupe Socotec (le Groupe) en qualité de mandataire social ou de salarié et à qui la qualité de Dirigeant serait attribuée par le Porteur de la Part Bénéficiaire (tel que défini ci-après) sur proposition d'un administrateur de catégorie A;

et sept millions trois cent soixante-et-un mille (7,361,000) Actions de Catégorie B: actions rachetables réservées aux Salariés, à savoir les cadres du «Cercle 2» ainsi que toute personne physique qui rejoindrait le Groupe en qualité de mandataire social ou de salarié et à qui la qualité de Salarié serait attribuée par le Porteur de la Part Bénéficiaire (tel que défini ci-après) sur proposition d'un administrateur de catégorie A.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à heures.

Frais et dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges incombant à la Société suite à cet acte sont estimés à deux mille deux cents euros (EUR 2.200.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite aux mandataires des comparantes, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits mandataires des comparantes ont signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: V. Oudin, P.-Y. Champagnon, S. Kieffer, J. Kessler.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 7 juillet 2015. GAC/2015/5714. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127859/107.

(150136434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Mainfirst Affiliated Fund Managers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 16, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 176.025.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreißigsten Juni,

Vor uns, Maître Carlo WERSANDT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

treten zu einer außerordentlichen Versammlung zusammen (die Versammlung), die Aktionäre der MAINFIRST AFFILIATED FUND MANAGERS S.A. (die Gesellschaft), einer Aktiengesellschaft (société anonyme) nach luxemburgischem Recht, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 176025, gegründet gemäß Urkunde vom 12. März 2013, aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 827 vom 9. April 2013, deren Satzung zuletzt geändert wurde durch eine außerordentliche Generalversammlung vom 19. Mai 2015, aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, vorgeannt, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1479 vom 12. Juni 2015.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Christopher DORTSCHY, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg (der Vorsitzende), welcher Frau Christine RENNEN, Rechtsanwältin, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, zur Schriftführerin und Stimmzählerin (die Schriftführerin und Stimmzählerin) bestellt.

Der Vorsitzende sowie die Schriftführerin und Stimmzählerin bilden gemeinsam die Versammlungsleitung.

Der Vorsitzende stellt fest:

1. Gegenwärtigem Protokoll liegt eine Anwesenheitsliste bei, welche ein aktuelles Verzeichnis der Anteile und der Anteilhaber enthält (das Verzeichnis) und welche von den Anteilhabern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie der Versammlungsleitung und dem amtierenden Notar unterzeichnet wird und gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden. Aus der Anwesenheitsliste ergibt sich, dass 100% der ausgegebenen Anteile der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind. Die Einhaltung etwaiger Einberufungserfordernisse war somit nicht erforderlich.

2. Ebenso bleiben die ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den instrumentierenden Notar ne varietur paraphierten Vollmachten der vertretenen Anteilhaber gegenwärtiger Urkunde beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

3. Die Tagesordnung der Generalversammlung enthält den folgenden Punkt:

- Beschluss zur Änderung der Satzung der Gesellschaft.

4. Aus der Anwesenheitsliste und dem Verzeichnis ergibt sich, dass sämtliche Aktien in gegenwärtiger Versammlung vertreten sind, so dass diese ordnungsgemäß zusammengesetzt ist und rechtsgültig über die Punkte der Tagesordnung beraten kann.

Sodann trifft die Versammlung einstimmig folgenden Beschluss:

Alleinige Beschluss

Die Versammlung beschließt Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft durch den nachstehenden Absatz zu ersetzen:

„ **Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist die kollektive Portfolioverwaltung bzw. Anlageverwaltung eines oder mehrerer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen. Zu diesen zählen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere (nachfolgend: OGAW) gemäß des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen und seinen Abänderungen (nachfolgend: Gesetz von 2010) und Alternative Investmentfonds (nachfolgend: AIF) gemäß Gesetz vom 12. Juli 2013 über Verwalter Alternativer Investmentfonds (nachfolgend: Gesetz von 2013) sowie andere Organismen für gemeinsame Anlagen (nachfolgend: OGA), die nicht unter die genannten Gesetze fallen und für die die Verwaltungsgesellschaft einer Aufsicht unterliegt, deren Anteile jedoch nicht in anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union gemäß der genannten Gesetze vertrieben werden können. Die kollektive Verwaltung erfolgt im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 2010 sowie des Gesetzes von 2013.

Die Gesellschaft darf keine anderen Tätigkeiten ausüben als die gemäß Artikel 101 Absatz 2 und Anhang II des Gesetzes von 2010 sowie gemäß Artikel 5 Absatz 2 und Anhang I des Gesetzes von 2013 genannten. Hiervon abweichend kann die Gesellschaft gemäß Artikel 5 Absatz 4 des Gesetzes von 2013 zudem die folgenden Dienstleistungen erbringen:

- die individuelle Verwaltung von Portfolios, einschließlich solcher Portfolios, die von Pensionsfonds und Einrichtungen der betrieblichen Altersversorgung gemäß Artikel 19 Absatz (1) der Richtlinie 2003/41/EG gehalten werden, im Einklang mit von den Anlegern erteilten Einzelmandaten mit Ermessensspielraum; und
- die Annahme und Übermittlung von Aufträgen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben.

Die Gesellschaft kann eine oder mehrere vorbenannter Aufgaben zum Zwecke einer effizienteren Geschäftsführung an Dritte übertragen, die diese Aufgaben für sie wahrnehmen.

Die Gesellschaft kann ergänzend auch ihr eigenes Vermögen verwalten, sie kann ihre Tätigkeiten im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die für die Erreichung ihres Zweckes förderlich sind und im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere derjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften des Gesetzes von 2010 und des Gesetzes von 2013, bleiben.“

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist und kein weiterer Antrag und keine Wortmeldungen mehr vorliegen, schließt der Vorsitzende die Sitzung.

Gebühren

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstigen Verbindlichkeiten, welcher Art auch immer, die der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Versammlung entstehen, werden unter Vorbehalt sämtlicher Rechte mit eintausend Euros (1.000,- EUR) bewertet und fallen zu Lasten der Gesellschaft.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlungsleitung, haben dieselben zusammen mit dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. DORTSCHY, C. RENNER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 2 juillet 2015 2015. 2LAC/2015/14760. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Référence de publication: 2015129649/76.

(150139883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Marcudia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 180.510.

L'an deux mille quinze, le quinze juillet.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MARCUDIA S.A., dénommée ci-après "la Société", avec siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, immatriculée au registre de commerce et

des sociétés de Luxembourg sous la section B au numéro 180510, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire à Junglinster en date du 4 septembre 2013, publié au Mémorial C numéro 2829 du 12 novembre 2013, dont les statuts ont été modifiés une seule fois par acte du ministère du notaire soussigné en date du 26 août 2014, publié au Mémorial C n°3079 du 23 octobre 2014.

Bureau

L'assemblée est ouverte à 8:30 heures sous la présidence de Monsieur Marc THILL, réviseur d'entreprises, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Suet Sum WONG, employée privée, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Xavier OTJACQUES, employé privé, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Composition de l'assemblée

Il existe actuellement deux mille neuf cent quatre-vingts (2.980) actions de classe A et cent vingt (120) actions de classe B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, toutes intégralement souscrites et libérées qui représentent l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,-).

La désignation des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée est portée sur une liste de présence, signée par leur mandataire, à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les participants à l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, reste annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Reste pareillement annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée, la procuration émanant de l'actionnaire unique représenté à la présente assemblée, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Exposé du Président

Le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social de quarante millions quatre cent soixante-neuf mille euros (EUR 40.469.000,-) pour le porter à quarante millions cinq cent mille euros (EUR 40.500.000,-) par la création et l'émission de quatre millions quarante-six mille neuf cents (4.046.900) actions de classe A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

2) Souscription de toutes les nouvelles actions par un actionnaire.

3) Libération intégrale en numéraire de toutes les nouvelles actions.

4) Modification afférente de l'article 5 des statuts.

II.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée générale, il peut être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Constatation de la validité de l'assemblée

L'exposé du Président, après vérification par le scrutateur, est reconnu exact par l'assemblée. Celle-ci se considère comme valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Résolutions

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quarante millions quatre cent soixante-neuf mille euros (EUR 40.469.000,-), pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à quarante millions cinq cent mille euros (EUR 40.500.000,-) par la création et l'émission de quatre millions quarante-six mille neuf cents (4.046.900) actions de classe A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Souscription

Toutes les quatre millions quarante-six mille neuf cents (4.046.900) actions de classe A sont souscrites par l'actionnaire propriétaire des actions de classe A existantes, ici représenté en vertu d'une des procurations mentionnées ci-avant.

Libération

Toutes les actions nouvelles souscrites comme dit ci-avant ont été intégralement libérées par un apport en numéraire, la somme de quarante millions quatre cent soixante-neuf mille euros (EUR 40.469.000,-) ayant été versée sur un compte bancaire au nom de la Société, ce qui est prouvé au notaire soussigné par la production d'un certificat de blocage.

Deuxième résolution

En conséquence des décisions prises ci-avant, l'assemblée décide de modifier comme suit les deux premiers paragraphes de l'article cinq des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Art. 5. §1. Le capital souscrit de la Société est fixé à quarante millions cinq cent mille euros (EUR 40.500.000,-), représenté par des actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Art. 5. §2. Ces actions sont subdivisées comme suit:

- quatre millions quarante-neuf mille huit cent quatre-vingts (4.049.880) actions de la classe A («Actions A»), et
 - cent vingt (120) actions de la classe B («Actions B»),
- (collectivement les «Actions»).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ sept mille deux cents euros (EUR 7.200,-).

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance à 9:00 heures.

Dont procès-verbal, fait et dressé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent procès-verbal avec Nous, notaire.

Signé: M. THILL, S. S. WONG, X. OTJACQUES, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22831. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015129657/88.

(150139601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

**Carvalho Filipe S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Mondorfer Stuff S.à r.l.).**

Siège social: L-3512 Dudelange, 175, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 166.327.

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un juillet.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Filipe José CARVALHO OLIVEIRA, né le 18 août 1977 à Góios, Barcelos (Portugal), demeurant à L-4755 Pétange, 1, rue de Linger,
agissant en son nom personnel.

Lequel comparant déclare être seul associé, suite à une cession de parts sociales plus amplement spécifié ci-après, de la société à responsabilité limitée «MONDORFER STUFF S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-5650 Mondorf-les-Bains, 5, route de Remich, société constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Francis KESSELER, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 12 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 584 du 6 mars 2012, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 166327.

Ensuite le comparant, agissant en sa dite qualité, représentant l'intégralité du capital social, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé expose que, suite à une cession de parts sociales signée sous seing privé en date du 15 juillet 2015, laquelle restera annexée au présent acte, pour être soumise avec celui-ci à la formalité de l'enregistrement, la répartition des parts sociales de la société est dès lors la suivante:

Monsieur Filipe José CARVALHO OLIVEIRA, né le 18 août 1977 à Góios, Barcelos (Portugal), demeurant à L-4755 Pétange, 1, rue de Linger, cent (100) parts sociales.

TOTAL: CENT (100) parts sociales.

L'associé unique préqualifié déclare expressément considérer cette cession comme dûment signifiée à la société et déclare accepter ladite cession.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la société de «MONDORFER STUFF S.à r.l.» en «CARVALHO FILIPE S.à r.l.», et de modifier en conséquence l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «CARVALHO FILIPE S.à r.l.».

Troisième résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de L-5650 Mondorf-les-Bains, 5, route de Remich, à L-3512 Dudelange, 175, rue de la Libération et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le siège social de la société est établi à Dudelange.»

Quatrième résolution

L'associé unique décide de relibeller l'objet social de la société, de sorte que l'article 2 des statuts aura la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non alcooliques, avec exploitation de plusieurs cafés et restaurants.

La société peut faire toutes opérations commerciales ou financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.»

Cinquième résolution

L'associé unique constate la démission de Madame Albertina SANTOS OLIVEIRA, de sa fonction de gérante unique de la société et lui accorde bonne et valable quittance et décharge pour toutes les opérations effectuées jusqu'à ce jour.

Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée Monsieur Filipe José CARVALHO OLIVEIRA, né le 18 août 1977 à Góios, Barcelos (Portugal), demeurant à L-4755 Pétange, 1, rue de Linger.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique.

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, les comparants ont déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent procès-verbal.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Filip Carvalho Oliveira, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 juillet 2015. Relation: EAC/2015/17182. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015129689/64.

(150139716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Trinderley Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 176.579.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015126877/12.

(150138574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.
